

Tendances conjoncturelles

Réseau économique régional de la BNS

Rapport destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen de mars 2012 de la situation économique et monétaire

Premier trimestre 2012

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui rendent compte de l'appréciation des entreprises, constituent une source d'informations précieuse pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats des entretiens qui ont été menés durant les mois de janvier et de février 2012 sont résumés ci-après. Au cours de ces entrevues, 243 représentants de différentes branches économiques se sont exprimés sur la situation actuelle et future de leur entreprise et sur l'évolution de la conjoncture. Les entreprises sont sélectionnées de façon à refléter la structure sectorielle de la Suisse. La valeur de référence est le PIB, agriculture et services publics exclus. La sélection d'entreprises varie d'un trimestre à l'autre.

Régions

Genève
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Vaud-Valais
Zurich

Délégués

Marco Föllmi
Martin Wyss
Walter Näf
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Jean-Pierre Jetzer
Aline Chabloz
Markus Zimmerli

Résumé

La situation économique s'est stabilisée au premier trimestre 2012. Les incertitudes concernant l'avenir ont légèrement diminué. Si les marges sont restées un thème central, la situation sur le marché des changes s'est avérée moins préoccupante qu'au trimestre précédent. Le cours plancher fixé pour le franc par rapport à l'euro a apporté à de nombreux entrepreneurs une sécurité bienvenue en matière de planification et a réduit l'agitation qui régnait à cet égard dans leur activité. La conjoncture internationale toujours aussi fragile n'a pas eu autant d'effets négatifs sur le climat général qu'au trimestre précédent.

On observe encore de très fortes disparités entre secteurs. Après plusieurs trimestres dynamiques, la marche des affaires dans la construction s'est ralentie du fait des intempéries. Dans l'industrie manufacturière et les services, l'activité a stagné. D'une manière générale, la demande de main-d'œuvre s'est elle aussi maintenue au niveau enregistré le trimestre précédent.

Les perspectives de progression des chiffres d'affaires en termes réels se sont légèrement améliorées dans tous les secteurs. Les investissements et la demande de main-d'œuvre, quant à eux, devraient rester inchangés. L'utilisation moyenne des capacités de production techniques s'établit à un niveau normal ou élevé dans les trois secteurs; elle devrait également rester stable au cours des prochains mois.

Les principales craintes concernent les aléas liés aux conséquences de la crise de la dette souveraine en Europe, le risque d'un ralentissement de l'économie mondiale et l'évolution des cours de change. Pour de larges pans de l'économie, les marges restent soumises à de fortes pressions. Par conséquent, les entreprises sont nombreuses à recourir à des mesures visant à réduire davantage les coûts.

1 Marche des affaires

Industrie

Dans l'industrie manufacturière, la marche des affaires s'est stabilisée. Le net repli observé au trimestre précédent ne s'est donc pas poursuivi. Dans l'ensemble, les chiffres d'affaires réels se sont maintenus au niveau enregistré le trimestre précédent, ainsi qu'au trimestre correspondant de l'année précédente. Dans certaines branches, la situation sur le marché des changes a encore été un thème majeur, mais de façon moins marquée qu'au trimestre précédent.

Les branches offrent un tableau contrasté. Dans la chimie, l'industrie pharmaceutique, l'industrie des matières plastiques et l'horlogerie, les chiffres d'affaires ont progressé par rapport au trimestre précédent. En revanche, ils ont particulièrement baissé dans la métallurgie.

Les exportations ont de nouveau été largement soutenues par la demande en provenance des pays émergents d'Asie, dans une mesure toutefois légèrement moindre qu'au trimestre précédent. Des impulsions ont également émané d'Amérique du Nord et du Brésil. En Europe, la demande est surtout venue d'Allemagne, de Scandinavie et de l'Est du continent. Dans la zone euro, les Etats riverains de la Méditerranée (à l'exclusion de la France) se sont distingués des autres en enregistrant un fléchissement parfois marqué de la demande.

Construction

Dans le secteur de la construction, la marche des affaires a enregistré un ralentissement plutôt marqué, notamment en raison des intempéries. Par rapport au trimestre précédent, les chiffres d'affaires sont en léger recul. Le génie civil a connu une évolution particulièrement négative; en ce qui concerne les travaux de préparation des sites et le second œuvre, les chiffres d'affaires se sont légèrement contractés. Dans l'immobilier résidentiel, la marche des affaires est restée dynamique. La construction industrielle et artisanale, en revanche, a continué d'évoluer à un rythme modéré.

Certains interlocuteurs ont de nouveau fait part de leurs préoccupations quant aux risques pesant sur le marché immobilier; d'autres ont considéré ces risques inexistantes et ont plutôt mentionné une politique de crédit globalement plus prudente des banques.

Services

Les chiffres d'affaires réels du secteur des services se sont maintenus plus ou moins au niveau de ceux du trimestre précédent; ils se sont légèrement accrus en comparaison annuelle.

Les bureaux d'architectes et d'ingénieurs, le secteur du voyage et les banques ont connu une marche des affaires dynamique. La tendance légèrement positive observée chez les banques au trimestre précédent s'est donc poursuivie. Les activités commerciales ont particulièrement contribué à cette évolution. Dans les entreprises de transport et de logistique, la tendance négative encore enregistrée au trimestre précédent a disparu.

La marche des affaires reste en recul dans le commerce de gros tandis que la situation s'est quelque peu apaisée dans le commerce de détail, où les chiffres d'affaires sont pratiquement équivalents à ceux du trimestre précédent. Le tourisme d'achat dans les pays voisins est resté un sérieux problème pour maintes entreprises. La situation dans l'hôtellerie, jusqu'ici caractérisée par des chiffres d'affaires en baisse, s'est stabilisée. Toutefois, de vastes opérations promotionnelles et des baisses de prix massives ont souvent été nécessaires à cet effet. Les entreprises touristiques situées dans les régions de montagne déplorent une diminution sensible du nombre de vacanciers allemands et néerlandais, imputable au cours de change. Ce déficit est en partie compensé par un accroissement de la demande d'hôtes en provenance d'Asie, de Russie et du Brésil, mais également de touristes suisses. S'agissant des séminaires et des manifestations organisées par les entreprises, les hôteliers ressentent les effets des mesures de réduction des coûts mises en œuvre par les entreprises.

2 Utilisation des capacités de production

Le taux d'utilisation des capacités de production a été jugé normal dans l'ensemble. Les différences d'un secteur à l'autre, jusqu'ici marquées, se sont atténuées. Les stocks de produits finis sont toujours considérés comme étant plutôt trop élevés.

L'utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière a été estimée normale, tandis qu'elle était encore qualifiée de plutôt élevée au trimestre précédent. Elle est restée très forte chez les fabricants d'équipements électriques et s'est révélée plutôt élevée dans l'industrie horlogère et les entreprises de sous-traitance de celle-ci. Le taux d'utilisation a été très faible dans les entreprises du textile et plutôt faible dans l'industrie des machines ainsi que dans l'industrie de production et de transformation des métaux.

L'utilisation des capacités de production dans le secteur de la construction a été jugée plutôt élevée, bien que dans une mesure moindre qu'au trimestre précédent. La plupart des entreprises interrogées se sont déclarées très satisfaites à cet égard; certaines n'ont pu satisfaire entièrement la demande.

Comme aux trimestres précédents, les entreprises du secteur des services ont considéré le taux d'utilisation des capacités comme normal dans l'ensemble. Les bureaux d'architectes et d'ingénieurs, les sociétés immobilières et les entreprises du secteur des technologies de l'information ont enregistré un taux plutôt élevé. Dans le secteur financier, l'utilisation des capacités a été jugée normale. Le commerce de détail et l'hôtellerie ont signalé la persistance d'un taux d'utilisation bas. Les hôteliers ont toutefois fait état d'un tourisme d'affaires dynamique, notamment dans les villes.

3 Demande de main-d'œuvre

D'une façon générale, la demande de main-d'œuvre n'a pratiquement pas évolué. Dans l'industrie manufacturière, elle s'est affaiblie par rapport au trimestre précédent. Les entreprises interrogées ont jugé le niveau de leurs effectifs un peu trop élevé. Elles ont continué de mener une politique du personnel très prudente: les postes devenus vacants à la suite de départs naturels ne sont généralement pas repourvus et les éventuelles augmentations saisonnières de la demande sont couvertes par du personnel temporaire ou des heures supplémentaires. Les avantages de la libre-circulation des personnes ont été souvent évoqués.

Dans le secteur de la construction, la demande de main-d'œuvre ne s'est que faiblement accrue. La majorité des entreprises interrogées ont estimé leurs effectifs conformes aux besoins. Elles n'ont pas éprouvé plus de difficultés à trouver de la main-d'œuvre qualifiée que lors des périodes précédentes. Certains entrepreneurs ont fait état d'une situation un peu plus détendue. Le personnel spécialisé est néanmoins resté très recherché. Dans quelques entreprises, la raréfaction de la main-d'œuvre disponible a constitué un facteur limitatif.

Dans le secteur des services, le niveau des effectifs a été considéré comme adéquat dans l'ensemble. La branche des technologies de l'information, les bureaux d'architectes et d'ingénieurs ainsi que les entreprises du secteur des télécommunications ont signalé des besoins de recrutement importants. L'hôtellerie a de nouveau enregistré un sureffectif. Par ailleurs, quelques agences de placement de personnel ont constaté des effectifs plutôt élevés.

Dans l'ensemble, le recrutement a été grosso modo aussi difficile – et a nécessité autant de temps – qu'à l'accoutumée. La raréfaction de la main-d'œuvre disponible a été particulièrement critique dans le secteur des équipements électriques. Dans la construction, ce sont surtout les entreprises du génie civil qui ont déploré une pénurie de main-d'œuvre spécialisée. Les bureaux d'architectes et d'ingénieurs, les entreprises du secteur immobilier et les agences de voyage ont également signalé des difficultés d'embauche.

Les coûts du travail par employé ont sensiblement augmenté dans les trois secteurs par rapport au trimestre précédent. Le marché du travail était en pénurie de spécialistes dans de nombreuses branches, ce qui a entraîné une pression ponctuelle sur les coûts. Les nouvelles conventions collectives de travail dans l'hôtellerie et la restauration, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2012, ont elles aussi contribué à la hausse des coûts du travail par employé. Les bureaux d'architectes et d'études, les agences de placement de personnel ainsi que les entreprises de transport ont également dû faire face à une augmentation des coûts du travail par employé.

4 Prix, marges et situation bénéficiaire

Un grand nombre d'entreprises restent confrontées à une rentabilité faible, voire insuffisante, conjuguée à une utilisation des capacités plutôt élevée. Dans tous les secteurs de l'économie, les marges ont été jugées plus faibles qu'à l'ordinaire, mais les déclarations dans ce sens sont moins nombreuses qu'au trimestre précédent. La contraction des marges s'explique essentiellement par l'intensification de la concurrence, l'affaiblissement de la demande et la fermeté persistante du franc. La pression visant à l'optimisation des coûts demeure.

La fixation d'un cours plancher pour le franc par rapport à l'euro a apporté à de nombreux entrepreneurs une sécurité bienvenue en matière de planification ou leur a même permis d'éviter une cessation d'activité. Dans l'industrie et les services, certaines entreprises continuent de juger critique le niveau actuel des cours de change. Si en plus des marges, la pression devait également toucher le volume des ventes, le problème serait plus préoccupant.

Sur les 243 entreprises interrogées, 121 ont déclaré réaliser des marges inférieures à la normale. La grande majorité de ces entreprises affiche toutefois des marges positives ou très positives, et ce, dans tous les secteurs. Seul un très petit nombre d'entreprises a affirmé travailler avec des marges nulles, voire négatives.

En ce qui concerne les 121 entreprises ayant affiché des marges plus faibles qu'à l'ordinaire, les mesures le plus souvent évoquées sont des actions pour améliorer la productivité (près de 60% de ces entreprises). Près d'un quart a procédé à des compressions d'effectifs en Suisse et environ 10% ont délocalisé une partie de leur production à l'étranger. Seul un tiers a toutefois indiqué que les mesures prises avaient été essentiellement motivées par la situation sur le marché des changes. Par ailleurs, des mesures similaires sont également mises en œuvre dans les entreprises qui disent réaliser des marges conformes ou supérieures à leur niveau habituel. Dans cette catégorie d'entreprises également, 10% déclarent avoir partiellement délocalisé leur production à l'étranger. Il s'agit pour la plupart d'entreprises déjà présentes à l'échelle internationale. Les entreprises qui ont pris cette direction ont fait état d'un accroissement du besoin en personnel spécialisé ayant de l'expérience dans l'implantation d'organisations de vente et

d'entreprises de production en Extrême-Orient. Par ailleurs, les entreprises ont également eu largement recours à des mesures telles que le gel des embauches et des investissements ainsi que l'allongement du temps de travail sans augmentation de salaire.

En ce qui concerne l'évolution des marges, 50 entreprises sur les 243 interrogées ont observé une contraction de leurs marges au cours des derniers mois. Elles expliquent cette évolution essentiellement par des baisses de prix en francs suisses et par des volumes de vente plus faibles.

C'est de nouveau l'industrie manufacturière qui a le plus souffert de la pression sur les marges bénéficiaires. Si toutes les branches sont concernées, le phénomène a été particulièrement marqué dans l'industrie textile. La majorité des entreprises prévoient des prix d'achat en légère baisse au cours des prochains mois, mais elles sont aussi amenées à faire elles-mêmes de nouvelles concessions au niveau des prix de vente en francs suisses.

Dans le secteur de la construction, la faiblesse des marges par rapport à leur moyenne a été plus prononcée dans le bâtiment que dans le génie civil et le second œuvre. Le bas niveau des taux d'intérêt a considérablement facilité l'accès au marché pour de nouvelles entreprises de construction et accru les pressions sur les marges. Les interlocuteurs prévoient une tendance à la baisse tant pour les prix d'achat que pour les prix de vente.

Dans le secteur des services, le commerce de gros et de détail ainsi que l'hôtellerie ont à nouveau été confrontés à de faibles marges; ce phénomène touche désormais également les agences de placement de personnel. Les représentants du secteur financier, qui déplorent depuis longtemps le resserrement de leurs marges, ont également jugé la situation plutôt négative. Les secteurs des technologies de l'information, des télécommunications et du voyage ont pour leur part déclaré des marges allant de «normales» à «supérieures à la moyenne».

5 Perspectives

Les incertitudes concernant l'avenir ont persisté, sous une forme toutefois légèrement atténuée. Les entreprises restent prudentes, voire réservées, en matière de plans d'embauche et d'investissement en Suisse. Dans tous les secteurs, les chiffres d'affaires attendus pour les prochains mois sont en augmentation par rapport au trimestre précédent.

Les représentants de toutes les branches de l'industrie manufacturière, à l'exception de l'industrie des machines, prévoient une légère croissance des chiffres d'affaires pour les six prochains mois. L'utilisation des capacités techniques de production devrait donc être plutôt en hausse dans ces branches. En revanche, aucun effet positif sur l'emploi n'est prévisible.

Dans le secteur de la construction, les chiffres d'affaires et l'utilisation des capacités de production, en données corrigées des variations saisonnières, devraient s'accroître quelque peu au cours des prochains mois. Les carnets de commandes pour l'année en cours sont souvent déjà bien, voire très bien remplis. L'emploi pourrait bénéficier d'impulsions légèrement positives.

D'une façon générale, les entreprises du secteur des services escomptent une évolution modérément positive des affaires au cours des six prochains mois. La plupart des branches anticipent des chiffres d'affaires en légère hausse. Le taux d'utilisation des capacités de production et les effectifs devraient rester à leur niveau actuel. Les représentants du secteur immobilier et du secteur des technologies de l'information ainsi que les entreprises de transport sont extrêmement optimistes quant à leurs chiffres d'affaires. Les banques commerciales et les compagnies d'assurances se montrent elles aussi plutôt confiantes. Pour les prochains mois, les représentants du commerce de détail et de l'hôtellerie estiment que les chiffres d'affaires et l'utilisation des capacités de production devraient stagner au niveau plutôt bas enregistré actuellement.

S'agissant des risques présents à l'échelle internationale, les aléas de la crise de la dette souveraine en Europe et le ralentissement de la conjoncture mondiale sont le plus souvent cités.

Les marges inhabituellement faibles sont toujours une source d'inquiétude pour les interlocuteurs concernés. De nouvelles baisses de prix seront inévitables pour de nombreux entrepreneurs; sous l'effet conjugué de celles-ci et d'une concurrence

toujours aussi rude, les marges devraient continuer à subir de fortes pressions. Quelques interlocuteurs ont signalé leur inquiétude quant à la persistance de taux d'intérêt faibles et aux risques que cette situation fait peser sur le secteur immobilier. Les interlocuteurs ont également observé une plus grande retenue des banques dans l'octroi de crédits.

La légère baisse globale des incertitudes concernant l'évolution conjoncturelle se reflète aussi dans les plans d'investissement: dans les trois secteurs, le volume des investissements en biens d'équipement devrait au moins se maintenir à son niveau actuel. La situation a donc connu une amélioration marginale par rapport au trimestre précédent, caractérisé par des attentes négatives. Les entreprises de l'industrie manufacturière et, dans une moindre mesure, celles du secteur des services ont l'intention d'accroître légèrement les investissements en biens d'équipement, en particulier. Dans l'industrie manufacturière, les entreprises sont toujours plus disposées à effectuer des investissements à l'étranger plutôt qu'en Suisse, surtout lorsqu'elles sont déjà présentes au niveau international.